



## Nouvelles de l'IDE n°38 Juin 2018

### EDITORIAL

Le premier semestre de l'année 2018 a été riche en colloques, conférences et formations sur différents thèmes, dans différents lieux et avec différents publics. Même si la variété des séminaires frappe, on notera que la participation de l'enfant, principe fondamental de la Convention des droits de l'enfant (CDE) joue de plus en plus un rôle prépondérant.

Heureusement !!! Après 30 ans de mise en oeuvre des droits de l'enfant, force est de constater que l'enfant peine à se voir reconnu en tant qu'individu à part entière. Le regard paternaliste porté par l'adulte qui le considère encore et toujours comme « mineur-e » empêche la réalisation de sa participation pleine et effective. Or, sans vouloir excuser l'adulte, il n'est pas aisé de faire participer l'enfant sans aucune influence, ou pire : manipulation, de quelque sorte que ce soit. Entendre un-e enfant, collaborer avec elle, réaliser des projets avec lui, s'apprend. Certes, des outils participatifs existent, encore faut-il les connaître et oser les appliquer. Surtout si les enfants appartiennent à des groupes vulnérables, tels qu'enfant en contact avec la loi, migrant-e, en situation de handicap ou s'ils et elles appartiennent tout simplement à la catégorie d'âge des 0-4 ans. L'IDE et la ville de Genève mènent des projets innovants dans ce domaine, qui ont vocation à être multipliés dans d'autres cantons et avec d'autres partenaires, les festivités liées au 30 ans de la CDE offrant un cadre de choix ouvert sur la créativité.

Il ressort de manière claire de la part des professionnel-le-s travaillant avec et pour les enfants que la formation joue un rôle crucial pour l'élaboration de projets participatifs. A ce titre, l'IDE se réjouit de la promotion d'une cinquième volée du certificat Enfants victimes, enfants témoins : la parole de l'enfant en justice (CPE), qui avait pu voir le jour grâce au soutien visionnaire de la OAK Foundation. Que cette dernière soit très sincèrement remerciée d'avoir cru à ce projet car elle a permis la formation et le perfectionnement en participation de l'enfant de pas moins de 40 professionnel-le-s en Suisse romande, qui entretiennent depuis un lien étroit avec l'IDE, faisant ainsi partie de son précieux réseau.

A toutes et à tous, chères lectrices et chers lecteurs de ces Nouvelles, un bel été et rendez-vous en septembre !

**Paola Riva Gapany**

Cette édition des *Nouvelles de l'IDE* rend compte du travail réalisé par l'IDE durant la période s'étalant de décembre 2017 à juin 2018. Bonne lecture !

 **sensibilisation**  
 **formation de professionnels**  
 **réseau**  
 **publications**

### SENSIBILISATION

#### **PARTICIPATION DES ENFANTS**

Dans la foulée des éditions précédentes, la célébration par l'IDE de la **journée internationale des droits de l'enfant** du 20 novembre 2018 se vaudra à nouveau un tremplin pour plus de participation des enfants à la Cité. Les 13 et 14 novembre, enfants, professionnel-le-s et expert-e-s mettront leurs vues en commun sur la manière de mettre en oeuvre en Ville de Genève certaines des recommandations faites par les enfants l'an dernier. Réservez la date !

En amont de cette conférence, des enfants et des adultes se réunissent depuis le début de l'année dans le cadre d'un processus porté par la Ville de Genève. Avec le Centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève (CIDE), la Ville s'est mise en route vers le 30e anniversaire de la Convention des droits de l'enfant qui aura lieu en 2019 via notamment une journée de travail réunissant les acteurs et actrices-clés de la participation des enfants dans la ville (une soixantaine de personnes). Cette journée a eu lieu le 15 mai et avait pour objectif d'aboutir à une vision partagée de la participation et de planifier des actions communes à mettre en oeuvre pour les 30 ans. L'IDE y a pris part en l'enrichissant du point de vue d'enfants, recueilli et filmé lors d'ateliers réalisés le 6 mars (école de Tremblay) et le 23 mars (Peschier) avec le Groupement genevois pour l'accueil parascolaire (GIAP).

#### **20 NOVEMBRE**

En Valais également l'IDE sera de la partie pour la célébration de la Journée internationale des droits de l'enfant 2018, ainsi que tout du long de l'année qui suivra, jusqu'au paroxysme des festivités du trentenaire, le 20 novembre 2019. Les partenaires pour cette démarche sont le canton, la Ville de Sion, d'autres communes valaisannes intéressées, ainsi que des organisations actives pour les enfants en situation de handicap.

#### **MATERIEL D'ENSEIGNEMENT**

En 2018, le **matériel pédagogique** proposé par l'IDE pour travailler en classe à l'occasion du 20 novembre portera sur le lien entre droits de l'enfant et changements climatiques. En Suisse, les incidences des modifications du climat s'orientent autour d'une augmentation de la fréquence et de l'intensité des vagues de chaleurs et de sécheresse en été, ainsi que de fortes précipitations, ce qui aura pour conséquence une modification irréversible des paysages et des écosystèmes. Interconnectée avec le reste du monde,

la Suisse devra aussi faire face aux conséquences des changements climatiques au niveau planétaire, notamment en termes de migrations.

Les menaces environnementales pèsent de façon disproportionnée sur les enfants en raison de leur vulnérabilité physique et sociale. Leur taille, le développement de leurs organes, leur rythme métabolique, leur comportement, leur savoir en devenir ainsi que leur place dans la société jouent un rôle non négligeable. De même, ce sont elles et eux qui devront vivre avec les conséquences des changements climatiques qui vont en augmentant. Cependant, les enfants bénéficient d'une plus grande capacité d'adaptation aux changements. Leur liberté de pensée, non entravée par des idées établies et des schémas de pensée fermés, leur donne la possibilité d'aller vers l'inconnu et d'oser des solutions innovantes.

Le dossier préparé par l'IDE sur ces questions avec l'aide de ses partenaires est une invitation pour le milieu scolaire et éducatif à célébrer la ratification de la CDE par la Suisse avec des activités adaptées à tous les cycles de la scolarité obligatoire.

L'ensemble du matériel sera disponible au téléchargement gratuit dès la rentrée scolaire, sur le [site internet de l'IDE](#).

### **JUSTICE POUR ENFANTS : CONGRES MONDIAL**

Du 28 au 30 mai, l'IDE a participé en tant que partenaire au [Congrès mondial sur la justice pour les enfants](#) organisé au siège de l'UNESCO à Paris par la fondation Terre des hommes - Aide à l'enfance, Child Rights International Network (CRIN), l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille (AIMJF), Penal Reform International (PRI), Défense des enfants international (DEI), l'Institut belge de formation judiciaire et le programme « Information for All » de l'UNESCO. Le Congrès portait sur le thème : « Renforcer les systèmes de justice pour enfants : Défis, y compris ceux liés au désengagement de l'extrémisme violent ». L'IDE, en la personne de sa directrice, y a notamment animé un atelier intitulé « Réduire la délinquance à tous les stades : approches de prévention primaire, secondaire et tertiaire ».

Consulter le [programme complet](#).  
Sur twitter : [#J4C2018](#)

### **CHATIMENTS CORPORELS : COLLOQUE**

Le traditionnel [colloque de mai](#) organisé par le CIDE en collaboration avec l'IDE, le Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH) et en partenariat avec la Haute école pédagogique Valais (HEP – VS) St-Maurice et Brigue, la Haute école de travail social (HES-SO Valais/Wallis) et le Service cantonal valaisan de la jeunesse a eu lieu à l'Inselhospital de Berne les 3 et 4 mai sur le thème [« Pour mieux protéger les enfants en Suisse : interdire les châtiments corporels ? »](#).

Quelque 120 participant-e-s par jour ont répondu présent-e-s : médecins en pédiatrie, infirmiers et infirmières scolaires, enseignant-e-s avec le rôle de médiateur ou médiatrice dans leur école, éducateurs et éducatrices de la petite enfance, étudiant-e-s universitaires, représentant-e-s des tribunaux des mineur-e-s, d'ONGs, de services cantonaux de la jeunesse et de services sociaux.

Cette année, le colloque a bénéficié du soutien moral et/ou parrainage d'un grand nombre d'actrices et d'acteurs : Conseil de l'Europe, Conférence latine de promotion et protection de la jeunesse (CLPPJ), Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ), Défense des enfants – International, Fondazione della Svizzera italiana per l'Aiuto, il Sostegno e la Protezione dell'Infanzia (ASPI), International Association of Youth and Family Judges and Magistrates (IAYFJM), International Society for the Prevention of Child Abuse and Neglect (ISPCAN), Keine Gewalt gegen Kinder, Kinderschutz Schweiz, National Coalition Building Institute (NCBI) Schweiz, Pro Juventute, Save the Children Suisse, Société Suisse de Pédiatrie (SSP), Terre des hommes - Aide à l'enfance.

Des intervenant-e-s de grande qualité et reconnu-e-s sur le plan international dans leur domaine d'expertise ont démontrés les méfaits des châtiments corporels à l'encontre des enfants sur leur développement. La parole a été donnée tant à des chercheuses et chercheurs ayant mené des études sur le sujet en Suisse, que comparatives dans différents pays. Des politiques de l'étranger ont expliqué le chemin qui a mené leur pays à l'inscription dans la loi de l'interdiction des châtiments corporels envers les enfants et les organisatrices et organisateurs ont lancé un [« appel de Berne »](#) (qui peut encore être signé) pour qu'en Suisse une interdiction explicite de tous les châtiments corporels et autres formes de traitements dégradants à l'encontre des enfants soit inscrite dans le Code civil.

Les présentations des intervenant-e-s sont disponibles sur le [site du CSDH](#). Voir aussi l'article de Paola Riva Gapany dans la [revue REISO](#).

Sur la question de l'interdiction des châtiments corporels ainsi que de la violence psychologique, une pétition circule en Suisse. Elle peut être signée [ici](#).

Enfin, les Actes du colloque 2016 sur [Les nouvelles formes de parentalité : le temps du partage... et l'enfant ?](#) sont parus. Ils peuvent être commandés sur [www.childrights.org/publications](#)

### **MUTILATIONS GENITALES FEMINIENS**

A l'occasion de la [journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines \(MGF\) du 6 février 2018](#), Mme Paola Riva Gapany est intervenue en Valais, à Vétroz, auprès de professionnel-le-s de la migration du canton (éducatrices et éducateurs des foyers valaisans, assistant-e-s sociales et sociaux de la Croix-Rouge, sage-femmes indépendantes, professionnel-le-s des centres de consultation de Sexualité Information

Prévention Education - SIPE). La directrice de l'IDE avait pour mission d'expliquer le cadre juridique entourant les MGF (auteurs et autrices, prescription de l'acte, pratiques, signalement/dénonciation et menace d'expulsion/renvoi). Organisé par le SIPE Valais, le colloque auquel elle participait était intitulé : « **Parler d'excision : se permettre et oser ?** ».

Nous vous conseillons de consulter le site internet du [Réseau suisse contre l'excision](#) pour en savoir plus sur la question.

## UNIVERSITE D'ETE

L'**Université d'été autour des droits de l'enfant** se déroule du 18 au 29 juin avec 21 participant-e-s, toujours dans le cadre des **Geneva Summer Schools** et avec pour titre *Children at the Heart of Human Rights* (Les enfants au coeur des droits humains).

## FORMATIONS DE PROFESSIONNEL-LE-S

### FORMATIONS ACADEMIQUES A L'ETRANGER

#### INDE

Un *memorandum of understanding* lie désormais l'Université de Genève (UNIGE) et la National Law University de l'Odisha, en Inde, en vue de la mise en place d'un *executive course* en justice juvénile en collaboration avec le Centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'UNIGE. Le comité directeur de la formation a été constitué et une convention est en cours de signature.

Un colloque des Juges de la Cour suprême aura également lieu les 7 et 8 juillet 2018 à Cuttack, afin de lancer le cours. Le vice-recteur de l'Université d'Odisha, le prof. Srikrishna Deva Rao, ainsi que des magistrat-e-s des Comités de justice juvénile des hautes Cours (Judges of Juvenile Justice Committees of High Courts in India) et Mesdames Renate Winter (présidente du Comité ONU des droits de l'enfant), Paola Riva Gapany et Aline Sermet de l'IDE seront présent-e-s.

La formation débutera cette année encore.

#### AFRIQUE DE L'OUEST

Le Comité directeur du CAS en protection et droits de l'enfant pour des professionnel-le-s de l'Afrique de l'Ouest a été constitué et a approuvé la Convention et le Règlement d'études de cette formation, actuellement en cours de validation par l'Université de Genève.

En janvier, la cheffe de projet Mme Aline Sermet et M. Michel Lachat, expert en justice juvénile, ont rencontré le prof. Samba Thiam Directeur de l'Institut des droits de l'homme et de la paix à l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) à Dakar dans ce cadre. Le programme d'études prend forme. Plus d'informations devraient pouvoir être communiquées durant l'été.

## FORMATIONS ACADEMIQUES EN SUISSE

En Suisse, l'IDE continue de former des étudiant-e-s et des professionnel-le-s, notamment par le biais du tutorat et de cours donnés dans le cadre des diplômes du Centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève (CIDE).

### LANCEMENT D'UNE NOUVELLE VOLÉE DU CPE!



## Enfants Victimes, Enfants Témoins: la Parole de l'Enfant en Justice

5e volée | septembre 2018 > mars 2020



Le Certificat **Enfants victimes, enfants témoins: la parole de l'enfant en justice (CPE)**, 5e volée, est ouvert aux inscriptions. Le délai pour l'envoi des candidatures a été fixé au 31 juillet 2018. Destiné à des professionnel-le-s de l'intervention socio-psycho-judiciaire (protection de l'enfant, médiation, magistrature, police, barreau), ce CAS dispensé pour un groupe de 15 à 20 personnes débutera avec un premier module à contenu introductif (mise à niveau au niveau du droit, éléments méthodologiques, interdisciplinarité) les 14 et 15 septembre.

Voir la [vidéo promotionnelle](#) de la formation (témoignages d'alumni).

### ADVANCED STUDIES IN CHILDREN'S RIGHTS

La 9e volée du **Master of Advanced Studies in Children's Rights (MCR)**, qui a débuté en février 2017 avec treize participant-e-s, s'est poursuivie avec un cinquième module, du 12 au 16 mars, sur la santé et un sixième, du 4 au 8 juin, sur la justice pénale. Un septième module est agendé du 26 au 30 novembre sur les questions de migration. Les personnes désirant effectuer un **Certificate of Advanced Studies in Children's Rights** combinant 2 des 7 modules du

MCR peuvent s'inscrire tout au long de l'année auprès de l'Université de Genève.

## MIDE

La **Maîtrise universitaire interdisciplinaire en droits de l'enfant (MIDE)** fête quand à elle son 10e anniversaire cette année. En mars, Mme Aline Sermet est intervenue pour un cours sur le thème du « Droit d'être entendu en contexte » et en avril, Mme Paola Riva Gapany a donné un cours sur : « Violence et maltraitance : des questions particulières, exemple de l'excision et des mariages forcés ». La 11e volée de cette formation de 90 crédits ECTS (3 semestres d'étude) débutera à la rentrée académique de septembre 2018.

## FORMATIONS EN LIGNE

### PANAMA/AMERIQUE LATINE

La récolte d'inscriptions est en cours jusqu'au 30 juin pour la seconde volée du **Certificat d'études avancées en justice juvénile via e-learning**, certificat en espagnol mis sur pied à partir du Panama pour toute l'Amérique latine, et fruit d'une collaboration entre l'IDE, le CIDE et Terre des hommes. **Cette formation** est destinée aux professionnel-le-s engagé-e-s dans des interventions liées aux droits des enfants en conflit avec la loi, victimes ou témoins : policières et policiers, procureur-e-s, juges, avocat-e-s, personnel des institutions et pénitentiaire, éducatrices et éducateurs, psychologues, médecins (ex. pédiatres, pédopsychiatres), criminologues, professionnel-le-s de la migration, chercheuses et chercheurs, etc. Ce CAS sera ultérieurement traduit en plusieurs langues.

### SOMALIE

Les travaux de mise en place d'un MOOC (Massive Open Online Course) intitulé « Through the Horn of Africa : Act for the Rights of the Child » ont débuté en février, et suivent leur cours. L'IDE a à cœur que le MOOC réponde au plus près aux besoins du terrain et soit adapté au public cible, tant au niveau des référents culturels qu'au niveau de la charge de travail et de l'accessibilité. Dans cet esprit, un petit groupe de « conseillers et conseillères », constitué de personnes travaillant sur le terrain dans la Corne de l'Afrique (coordinateurs et coordinatrices d'ONG, académicien-ne-s, anthropologues, etc. ) et de personnes de la diaspora a été réuni pour accompagner l'IDE dans le développement de cette **formation en ligne**. Les thèmes d'enseignement ont été choisis et validés, et les premières vidéos avec des expert-e-s des droits de l'enfant et de la région seront tournées en juin.

Les professionnel-le-s qui travaillent avec et/ou pour les enfants dans la corne de l'Afrique disposeront donc dès début 2019 d'un outil pratique et concret pour favoriser le respect et la défense des droits de l'enfant dans leur travail.

### MOOC EN DROITS DE L'ENFANT

Le MOOC en droits de l'enfant créé par le CIDE en partenariat avec l'IDE et lancé début 2017 **sur la plateforme Coursera** continue d'offrir à toutes les

personnes intéressées une vue d'ensemble des principales thématiques d'enseignement des droits de l'enfant. Sous le titre « Children's Human Rights : en Interdisciplinary Introduction », cette formation se veut ouverte à toutes et tous et reçoit globalement de très bonnes appréciations des internautes.

## FORMATIONS « SUR MESURE »

### SENEGAL : FORMATEURS EN JUSTICE JUVENILE



Du 29 janvier au 2 février a eu lieu le 3e module de la **Formation de formateurs en justice juvénile (FFJJ3)** organisée au Sénégal avec l'Ambassade de Suisse dans ce pays et le Centre de formation judiciaire de Dakar. Ce module - c'est une première - s'est tenu à Kédougou, au Sud (non loin du Mali et de la Gambie) et non dans la capitale. Plusieurs participant-e-s sont issu-e-s de cette région et cela a permis d'innover également au niveau du programme : outre les thèmes liés à la justice restauratrice et à l'ingénierie pédagogique, certaines problématiques ayant trait au travail de l'enfant, à la traite des enfants et à la migration, bien présents et récurrents dans cette région, ont fait l'objet de diverses présentations, visites et débats.



Le 4e module aura lieu en Suisse, à Sion et Genève, du 25 au 29 juin. De nombreuses visites et rencontres avec des expert-e-s de terrain sont prévues : centre fermé pour adolescent-e-s, tribunal des mineur-e-s, institution ouverte, brigade des mineur-e-s, etc.

## BULGARIE

En Bulgarie, le dernier module complémentaire demandé à l'IDE par le Ministère de la Justice dans le cadre du programme de renforcement du système de justice juvénile aura lieu la semaine du 17 septembre à Stara Zagora, sur le thème de l'audition de l'enfant. Aline Sermet se rendra sur place en compagnie d'une inspectrice du canton de Vaud et d'un psychocriminologue du canton de Neuchâtel. La semaine qui suit, Paola Riva Gapany se rendra également en Bulgarie pour la conférence finale de ce programme débuté en 2015.

## RESEAU

### ADEM

Durant ce premier semestre 2018, l'Alliance pour les droits des enfants migrants (ADEM), qui unit l'IDE, la Fondation suisse du Service social international et la Fondation Terre des hommes - Aide à l'enfance a émis trois prises de position. En mars, l'ADEM a **rappelé quelques principes fondamentaux** concernant l'hébergement des enfants migrant.e.s dans le cadre de la mobilisation des éducatrices et éducateurs des foyers de l'EVAM, dans le canton de Vaud. Le 20 avril, consultée par la Confédération dans le cadre du projet d'ordonnance relative à l'exploitation des centres de la confédération et des logements à l'aéroport (ordonnance d'exploitation), l'ADEM a publié un **document de position** sur la question. Enfin, au mois de mai, après une visite dans le foyer d'hébergement collectif de Vennes (Vaud), l'ADEM a été conduite à rappeler **quelques principes fondamentaux dans le domaine de l'aide d'urgence suite à une décision de renvoi**.



Le prochain colloque de l'ADEM aura lieu le 28 novembre à l'Union postale universelle à Berne sous le titre : **« L'intégration des enfants et des jeunes migrant.e.s : quels enjeux pour les professionnel.le.s ? »**. En rassemblant les expert.e.s du domaine, tout en laissant la place à des témoignages, ce colloque a pour objectif de clarifier le rôle des professionnel.le.s dans le processus d'intégration (angles juridique, social, scolaire, professionnel et participatif) et débouchera sur des recommandations pour guider les pratiques.

Plus d'informations : [www.enfants.migrants.ch](http://www.enfants.migrants.ch) Vous y trouverez aussi des outils pratiques tels que le **Manuel de prise en charge des MNA**, la **Cartographie des structures cantonales de prise en charge des MNA** ou le **Catalogue de bonnes pratiques** réalisés par le Service social international.

### RSDE

Le **Réseau suisse des droits de l'enfant**, dont l'IDE est membre, a nommé sa nouvelle présidente, Mme Valentina Darbellay de Terre des hommes, lors de son Assemblée générale le 21 mars 2018. L'Association professionnelle pour l'éducation sociale et la pédagogie spécialisée **Integras** a intégré le Comité du Réseau. En outre, Léa Meister y représente désormais le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ) et Regula Bernhard-Hug Protection de l'enfance Suisse.

Une des tâches principales du réseau est d'élaborer le rapport alternatif de la Suisse à l'intention du Comité onusien des droits de l'enfant (CDE). Une première réunion du groupe de travail s'occupant du rapport des ONGs a eu lieu le 2 mai. L'IDE y a pris part avec 7 autres organisations. Une consultation est ouverte auprès des autres membres afin de préparer la « List of Issues Prior to Reporting » à transmettre au CDE, selon la nouvelle procédure simplifiée de présentation des rapports.

En parallèle, un groupe s'est constitué pour travailler sur le rapport des enfants et des jeunes.

A cet égard, le RSDE est engagé dans un cycle de rencontres transnationales avec les réseaux autrichiens et allemands des droits de l'enfant qui s'étalent entre le 1er septembre 2016 et le 28 février 2018 à Vienne, Genève et Berlin. Au menu : idées, méthodes et pratiques pour la participation des enfants dans le cadre de l'élaboration du rapport à l'intention du Comité des droits de l'enfant.

### FONDATION SARAH OBERSON

La Fondation Sarah Oberson se renouvelle. Clara Balestra quitte son poste après avoir œuvré un peu plus de 9 ans en tant que collaboratrice scientifique et administrative. Ces années ont été très riches en projets, manifestations et succès. Clara Balestra reste dans les droits de l'enfant avec le projet de fiches pédagogiques de l'IDE et reprend également la coordination de l'Association valaisanne des interprètes communautaires (AVIC). Son remplaçant ou sa remplaçante reprendra le flambeau prochainement, pour continuer cette belle aventure avec un double travail : dans les écoles, d'une part et sur la thématique de la disparition d'enfants, d'autre part.

### FORUM VEILLARD CYBULSKI

Le **Forum** 2018 de l'**Association Fonds Veillard-Cybulski** sera intitulé : **« Sexy, mon selfie ! Flirt avec la norme et les limites de la vie privée : attention danger... »** Il aura lieu le 6 novembre à la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne. Réservez la date ! Le programme et le bulletin d'inscription sont

disponibles sur le site internet de l'IDE, rubrique [reseau/veillard-cybulski](#).

## PUBLICATIONS

Le rapport d'activité 2018 de l'IDE est paru le 12 avril. Il peut être téléchargé dans les langues [française](#), [allemande](#) et [anglaise](#) sur le site de l'IDE.



Par ailleurs, pour agrémenter les moments de détente estivaux, n'hésitez pas à commander les deux dernières publications de l'IDE : « [L'enfant en Valais, de 1815 à 2015](#) » et « [Justice juvénile : les fondamentaux](#) », dont la commande vous gratifiera d'un joli marque-page à l'effigie de l'IDE !

Excellent été !



### L'équipe :

*Paola Riva Gapany, Alexandra Prince, Zikreta Ukic,  
Romain Bousquet, Cristina Iurovici, Johanna Leberre,  
Elvira Fischer, Evelyne Monnay, Marc Zufferey,  
Aline Sermet, Livia Bouvier, Clara Balestra,  
Michel Lachat, Andressa Curry-Messer  
Audrey Montbaron Nendaz, Alba Reina Duran,  
Diana Volonakis, Nathalie Berger, William Charlton  
Olga Lucia Poretti, Ana Miràs, Linda Rodriguez,  
Vanessa Vogel, Christian Ungersboeck,  
Sandrine Diringbin Bassin*